

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**CIRCULAIRE N° 6329/A/DCCA/1/3**

relative à l'expédition des envois postaux n'ayant pas le caractère de correspondance et ne bénéficiant pas de la franchise postale.

*Du 10 août 1973*

DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE L'AIR : 1<sup>re</sup> Sous-Direction ; 3<sup>e</sup> Bureau « transports et déplacements ».

**CIRCULAIRE N° 6329/A/DCCA/1/3 relative à l'expédition des envois postaux n'ayant pas le caractère de correspondance et ne bénéficiant pas de la franchise postale.**

*Du 10 août 1973*

---

*Référence :*

Instruction des P et T du 8 mars 1973 (Bulletin officiel des P et T 89 PO 36).

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 120-0.3.4.

*Référence de publication :* BOC/A, p. 689 et erratum de reclassement du 15 janvier 1990 (BOC, p. 58) NOR DEFL9057002C.

---

Selon les nouvelles dispositions prises par l'administration des P et T, seules peuvent bénéficier de la franchise postale les correspondances relatives au service de l'Etat. Par correspondance, il faut entendre les plis accompagnés, le cas échéant, de documents imprimés ou manuscrits en constituant l'annexe indispensable.

Sont donc exclus, d'une manière générale :

- les envois d'imprimés, périodiques ou non, tracts, affiches, opuscules ou ouvrages qui ne constituent pas de la correspondance ;
- les envois d'objets divers tels que matériels, prélèvements pour analyses, approvisionnement d'imprimés, etc.

La présente circulaire a pour objet de fixer les modalités d'expédition applicables en la matière par les bases et établissements de l'armée de l'air.

## I. MOYENS DE TRANSPORT.

S'agissant d'expéditions assimilables à un transport de matériel il appartient à l'expéditeur de rechercher, sans négliger pour autant le coût, le moyen de transport le plus rapide, qui à durée de transport égale, soit le moins onéreux [cf. circulaire n° 3963/A/DCCA/1/3 du 11 mai 1973 (n.i. BO) relative à la procédure de décentralisation de tarification des transports].

## II. IMPUTATION BUDGÉTAIRE.

Les frais d'expédition par voie postale font l'objet d'une imputation au titre du chapitre budgétaire 34.91, article 01 « frais de transport de matériel ».

Seules demeurent par conséquent imputables :

- à la masse d'entretien des personnels et des dépenses diverses, pour les bases aériennes ;
  - au chapitre 34.92, article premier ou 2, pour les établissements respectivement du commissariat ou du matériel,
- les dépenses d'affranchissement des correspondances adressées à des particuliers.

### III. EXÉCUTION ET REMBOURSEMENT DES DÉPENSES.

Les dépenses de transport par voie postale sont réglées par le service du courrier, à l'aide d'une avance en numéraire mise à sa disposition par le trésorier de la base. Le montant de cette avance, qui ne peut excéder un mois de fonctionnement, est déterminé par le commissaire de base (ou le chef des moyens d'administration pour les bases non dotées d'un commissaire). Le complètement est réalisé sur présentation d'un certificat relatif aux dépenses d'affranchissement de colis postaux <sup>(1)</sup> qui mentionne le total des dépenses effectuées pendant la période considérée.

La base aérienne adresse mensuellement à la direction régionale du commissariat de l'air, aux fins de remboursement, un état des dépenses réalisées appuyé d'un exemplaire du certificat susvisé.

Pour le ministre et par délégation :

*Le commissaire colonel, adjoint au directeur central du commissariat de l'air,*

VIVIANI.

---

(1) D'un modèle adapté à partir de l'état 729/201-5 annexe à l'IM n° 2409-201/A/DCCA/3/10 du 12 janvier 1967 mentionné au (BOC/A, p. 40).